

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**GROUPEMENT DE COMMANDE DE SERVICES D'ASSURANCE  
POUR 2 ETABLISSEMENTS DE SANTE**

**GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE NORD YONNE**

Etablissement support :

**CENTRE HOSPITALIER  
1 AVENUE PIERRE DE COUBERTIN - BP 808  
89108 SENS CEDEX**

Objet de la consultation :

**MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE**

Le présent document comporte 9 pages numérotées 1 à 9.

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>PRESENTATION DU GROUPEMENT.....</b>	<b>3</b>
<b>3</b>	<b>POUVOIR ADJUDICATEUR.....</b>	<b>3</b>
<b>4</b>	<b>DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>3</b>
<b>5</b>	<b>DUREE DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>6</b>	<b>RESILIATION .....</b>	<b>4</b>
<b>7</b>	<b>MODIFICATION DU MARCHE – AVENANT .....</b>	<b>4</b>
<b>8</b>	<b>REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....</b>	<b>5</b>
<b>9</b>	<b>PRIX.....</b>	<b>5</b>
<b>10</b>	<b>TITULAIRE DU MARCHE .....</b>	<b>5</b>
<b>11</b>	<b>COASSURANCE.....</b>	<b>5</b>
11.1	GROUPEMENTS CONJOINTS.....	5
11.2	CAS D’UNE COASSURANCE INCOMPLETE .....	6
<b>12</b>	<b>MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>6</b>
12.1	LIEU D’EXECUTION .....	6
12.2	OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	6
12.3	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	6
12.4	MODIFICATION DES RISQUES EN COURS D’EXERCICE.....	6
12.5	STATISTIQUES SINISTRES .....	7
12.6	DECLARATION ET GESTION DES SINISTRES .....	7
<b>13</b>	<b>UNITE MONETAIRE .....</b>	<b>7</b>
<b>14</b>	<b>LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION .....</b>	<b>7</b>
<b>15</b>	<b>MODALITES DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT DU MARCHE .....</b>	<b>7</b>
15.1	FINANCEMENT .....	7
15.2	DELAI DE PAIEMENT.....	7
15.3	AVANCE .....	8
15.4	FACTURATION .....	8
15.5	COMPTABLE ASSIGNATAIRE.....	8
<b>16</b>	<b>NOTIFICATION DU MARCHE.....</b>	<b>8</b>
<b>17</b>	<b>MESURES LIÉES AU RGPD.....</b>	<b>8</b>

## 1 OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché est lancé sous la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L2124-1, R2124-2, et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique. Il porte sur des prestations de services d'assurances réparties en 5 lots pour les établissements de santé ci-dessous membres du groupement de commandes :

		<u>Lot 1</u> Dommages aux biens et risques annexes	<u>Lot 2</u> Responsabilité Civile Hospitalière	<u>Lot 3</u> Flotte automobile et auto- mission	<u>Lot 4</u> Risques statutaires	<u>Lot 5</u> Protection Juridique	<u>Lot 6</u> <u>Cyber</u> <u>risques</u>
01	CH DE SENS	X	X	X	X	X	X
02	CH DE JOIGNY	X	X	X	X	X	X

Les candidats peuvent répondre à un ou plusieurs lots. Dans l'hypothèse où le candidat répondrait à plusieurs lots, il devra impérativement présenter une offre par lot.

## 2 PRESENTATION DU GROUPEMENT

La présente consultation porte sur des prestations de services d'assurance nécessaires aux **2 membres** du GHT NORD YONNE suivants :

- 01\_ CENTRE HOSPITALIER DE SENS
- 02\_ CENTRE HOSPITALIER DE JOIGNY

L'établissement support du GHT NORD YONNE est le CENTRE HOSPITALIER DE SENS.

Chaque établissement membre signe ses contrats et les exécute en liaison directe avec le titulaire retenu par le pouvoir adjudicateur.

## 3 POUVOIR ADJUDICATEUR

CENTRE HOSPITALIER de SENS, établissement support du GHT NORD YONNE.

## 4 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par ordre décroissant de priorité :

- L'Acte d'engagement (AE)
- L'annexe de prix et les réserves **impérativement et exclusivement retournés sous son format original Excel (.xlsx ou .xls),**
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

- Le cahier des clauses administratives générales de fournitures courantes (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (JORF n°0066 du 19 janvier 2009).
- Les cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et leurs annexes techniques
- Les contrats d'assurances

Les originaux des documents sus cités sont conservés par l'établissement et feront seule foi en cas de litiges ou de contestations.

## 5 DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une période de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 à 0 heure et expirera le 31 décembre 2030 à 24 heures pour l'ensemble des établissements.

Il est assorti pour chacun des lots et pour chacune des parties contractantes, d'une faculté de résiliation annuelle moyennant le respect d'un délai de préavis de 6 mois, dans les conditions fixées à l'article 5 du présent CCAP.

## 6 RESILIATION

Les contrats pourront être résiliés à l'échéance principale, sur l'initiative de chacune des parties, et sous réserve d'un préavis de 6 mois précédant l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier. Il est précisé que le marché ne pourra être résilié pour sinistre en cours d'exercice, mais exclusivement à l'échéance, dans les conditions énoncées supra.

Dans tous les cas, à l'exception des délais prévus par les dispositions d'ordre public du Code des Assurances, et pour tenir compte des modalités de passation des marchés publics, un délai de 6 mois sera accordé entre la date de réception du courrier recommandé de résiliation, à l'initiative du titulaire ou de l'établissement, et la prise d'effet effective de ladite résiliation.

### 6.1 Résiliation du contrat par l'assureur

L'assureur peut résilier dans les cas suivants :

- En cas de non-paiement de la cotisation (article L.113-3 du Code des Assurances), sous réserve des stipulations prévues au 5.3.
- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat.

Dans tous les cas, la part de cotisation correspondant aux risques à couvrir au moment de la résiliation sera remboursée au souscripteur.

### 6.2 Résiliation pour retard de paiement

Les assureurs renoncent à suspendre ou résilier les garanties si le retard de paiement est imputable à l'exécution des procédures et formalités administratives.

## 7 MODIFICATION DU MARCHE – AVENANT

Toute modification du marché public en cours d'année devra, le cas échéant, faire l'objet d'un avenant, conformément aux dispositions de l'article R2194-1 à 10 du Code de la Commande Publique.

L'avenant ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet du marché ou de bouleverser son économie.

## 8 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

## 9 PRIX

### 9.1 Cotisations

Les cotisations seront calculées en fonction de taux ou de prix unitaires applicables à une assiette variable définie pour chacun des lots au cahier des clauses techniques particulières.

Ces prix et ces taux constituent les montants définitifs révisables auxquels les marchés sont conclus dans les conditions prévues à l'article 9.2.

Toutes majorations de cotisations intervenant en cours de marché, devra être signifiée, au plus tard, 5 mois avant l'échéance principale. En cas de refus du pouvoir adjudicateur, le titulaire aura la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 6, moyennant un préavis de 6 mois précédent l'échéance principale.

### 9.2 Indexation

Les clauses d'indexation prévues aux différents contrats d'assurances devront indiquer expressément l'indice de référence à la prise d'effet du marché et leur périodicité. Elles seront obligatoirement indiquées dans les annexes de prix.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à la résiliation du marché lorsque l'indexation est supérieure à 5 %.

## 10 TITULAIRE DU MARCHE

Le titulaire du marché est l'organisme ou l'entreprise d'assurance qui porte et provisionne le risque technique. Il est seul habilité à signer les actes d'engagement, conjointement avec l'intermédiaire le cas échéant, sauf délégation expresse, au profit de ce dernier, de signature qui devra être jointe à l'acte d'engagement.

## 11 COASSURANCE

### 11.1 Grounements conjoints

Les contrats d'assurances peuvent être proposés au Pouvoir Adjudicateur par des grounements conjoints, en application des dispositions des articles R2142-19 à 27 du Code de la Commande Publique.

L'apériteur désigné à l'acte d'engagement représente, le cas échéant, l'ensemble des coassureurs prestataires et membres du grounement, vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur.

La coassurance s'exercera dans les conditions prévues par le Code des Assurances.

Les groupements conjoints, dont le Code de la Commande Publique prévoit l'existence aux articles R2142-19 à 27 du Code de la Commande Publique n'engagent chacun de leur participant qu'à la hauteur de leur participation en coassurance.

## **11.2 Cas d'une coassurance incomplète**

### **11.2.1 Cas de la consultation**

Dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres, une proposition en coassurance qui ne couvre qu'une part de risque doit être considérée comme inacceptable.

### **11.2.2 En cours de marché**

Si en cours d'exécution du marché, un des membres du groupement se retire de la coassurance, la personne responsable du marché peut accepter, par avenant, le remplacement du coassureur partant par un autre membre du groupement, sous réserves que les conditions d'exécution du marché restent strictement inchangées. Elle peut également faire le choix de poursuivre son exécution en coassurance incomplète ou résilier le marché.

## **12 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE**

### **12.1 Lieu d'exécution**

Sur les sites des différents établissements, tels que définis aux cahiers des clauses techniques particulières pour les lots concernés et en tous lieux d'exercice de l'activité.

### **12.2 Obligations du pouvoir adjudicateur**

Pour permettre au titulaire d'établir sa tarification, les établissements membres devront lui faire parvenir tout document qu'il demandera, en complément des informations jointes au cahier des clauses techniques particulières, notamment dans le cadre des régularisations annuelles des contrats portant modifications des risques à la souscription du contrat.

### **12.3 Obligations du titulaire**

Dès réception des documents qu'il aura sollicités, le titulaire devra émettre le contrat d'assurance ou l'avenant portant modifications, et la prime correspondante sera calculée sur la base des taux des prix fermes retenus dans le cadre du marché.

### **12.4 Modification des risques en cours d'exercice**

Pour l'ensemble des contrats souscrits et dans la limite des activités définies au cahier des clauses techniques particulières, les établissements membres procéderont à des régularisations annuelles, dans un délai de 3 mois après la date d'échéance principale.

En conséquence, toutes adjonctions (bâtiments, matériels, véhicules, personnels...) seront automatiquement couvertes, sans déclaration préalable, dans la limite des conditions contractuelles en cours.

## **12.5 Statistiques sinistres**

Les titulaires adresseront au minimum tous les 12 mois et à chaque demande du pouvoir adjudicateur des statistiques sinistres détaillées pour chacun des contrats indiquant la date et le numéro du sinistre, l'évaluation globale du dossier, les règlements et les provisions, le coût des franchises par dossier.

## **12.6 Déclaration et gestion des sinistres**

Le titulaire adressera dans les dix jours suivants la déclaration de sinistre remise par l'établissement, un accusé de réception de cette déclaration comportant le numéro de dossier, le nom et l'adresse du site concerné par le sinistre, l'évaluation d'ouverture du dossier et éventuellement les demandes de renseignements complémentaires ou les coordonnées du ou des experts désignés.

Les évaluations supérieures à 10 000 € devront, à la demande du pouvoir adjudicateur, faire l'objet d'une fiche d'information annuelle adressée au pouvoir adjudicateur et, dans tous les cas, d'une fiche de révision 5 mois au minimum avant l'échéance.

Le titulaire exercera la gestion des recours amiables pour les montants compris dans la franchise et assistera l'établissement pour les événements exclus ou insuffisamment garantis.

# **13 UNITE MONETAIRE**

Le marché sera conclu en EURO.

# **14 LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

Toute difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent marché qui ne pourrait être résolue à l'amiable, sera soumise au tribunal administratif de Dijon : 22 rue d'Assas – BP 61616 – 21016 DIJON CEDEX – Tél : 03.80.73.91.00 – courriel : [greffe.ta-dijon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-dijon@juradm.fr)

# **15 MODALITES DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT DU MARCHE**

## **15.1 Financement**

Les prestations faisant l'objet de cette consultation sont financées par les ressources propres de l'Etablissement.

## **15.2 Délai de paiement**

Les modalités de paiement sont fixées par les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique.

Il ne peut excéder 50 jours.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires.

### 15.3 Avance

Sans objet pour le présent marché.

### 15.4 Facturation

Depuis le 1er janvier 2017, le GHT acceptent les factures électroniques transmises par l'intermédiaire du portail Chorus Pro, opéré par l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE).

Conformément aux modalités décrites dans l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire adressera ses factures via le portail Chorus Pro : <https://Chorus-pro.gouv.fr> (cf. annexe 1 au CCAP)

Ce portail présente les avantages suivants :

- La dématérialisation des factures
- Un portail unique pour l'ensemble de vos clients de la sphère publique (Etat, collectivités, établissements publics, ...),
- Un mode de transmission rapide et peu coûteux, vous permettant de connaître la date exacte de réception de la facture par votre client,
- Un mode permettant un retour d'informations sur le statut de la facture (mise à disposition, transmise au comptable public, mise en paiement, ...).

Vous pouvez consulter différents documents de présentation de Chorus Pro sur le site Internet <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Les identifiants des établissements sur Chorus PRO sont disponibles en Annexe 1 du CCAP.

### 15.5 Comptable assignataire

L'agent comptable de chaque établissement.

## 16 NOTIFICATION DU MARCHÉ

Le marché ne sera définitif et n'engagera le Pouvoir Adjudicateur qu'une fois notifié, conformément aux dispositions des articles R2182-4 et R2183-1 et 2 et R2183-5 du Code de la Commande Publique.

## 17 MESURES LIÉES AU RGPD

### 1. Obligation du Responsable de Traitement

Le Responsable de traitement s'engage à respecter le RGPD et toute norme législative ou réglementaire applicable aux données à caractère personnel traitées, et notamment à :

- Respecter le principe de limitation des données à caractère personnel nécessaires au regard des finalités de traitement. Par conséquent, le Responsable de traitement s'engage à anonymiser ou pseudonymiser autant que possible ses données à caractère personnel, et en tout état de cause à ne confier au Sous-traitant que les données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution des Prestations ;



- S'assurer que les traitements et leurs finalités sont conformes au RGPD,
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect par le Sous-traitant des obligations prévues par le RGPD, dont notamment les dispositions de l'article 25 dudit règlement,
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Sous-traitant, selon les conditions et modalités visées ci-dessus.

## 2. Tenue du registre

Le Titulaire en tant que Sous-traitant, s'engage à tenir un registre de toutes les informations réglementaires nécessaires, et notamment de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Responsable de Traitement, conformément aux dispositions du règlement général sur la protection des données. Le Titulaire donnera à l'établissement accès au registre sur demande.

Ce registre précise notamment :

- Le nom et les coordonnées du Responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels Sous-traitants Ultérieurs et, le cas échéant, du délégué à la protection des données (DPO) du Responsable de traitement lequel est mentionné en Annexe 1 ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du Responsable du traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées
- Dans la mesure du possible une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

Annexe 1 : facturation CHORUS